

Les élus s'accrochent au projet de ligne à grande vitesse

Les élus de la région Centre-Val de Loire ne renoncent pas au projet de ligne à grande vitesse Paris-Orléans-Clermont-Lyon malgré le dernier rapport Duron, qui semble le condamner.

Rémy Pointereau, sénateur (LR) du Cher et président de l'association TGV Grand Centre Auvergne est allé une nouvelle fois porter le dossier, mercredi, au ministère des Transports, où il a été reçu par la ministre, Élisabeth Borne.

Une réunion préparatoire à cette rencontre avait lieu le midi, avec des parlementaires et présidents des Régions concernées.

Les sénateurs du Loiret Jean-Pierre Sueur (PS), Hugues Saury (divers droite) et François Bonneau, président du conseil régional, ont participé à cette journée.

Ils ont répété les arguments qu'ils avaient évoqués dans un précédent courrier et qu'ils ont inscrits dans une motion que tous ont signée.

Les élus ont rappelé en particulier que cette LGV désenclaverait le centre de la France et concerne pas moins de 17 millions d'habitants, que ce projet est

inscrit dans le Grenelle de l'environnement et a été reconnu comme prioritaire par la commission Mobilité 21 présidée par Philippe Duron en 2013.

Aménagement du territoire

« Soit on concentre les lignes à grande vitesse sur deux axes : Paris-Lyon-Marseille d'une part, Paris-Bordeaux d'autre part... Soit on fait bénéficier 17 millions d'habitants et notamment les métropoles d'Orléans et de Clermont-Ferrand et des villes comme Bourges et Montluçon du réseau TGV, et alors on est dans une vraie perspective d'aménagement du territoire », a souligné Jean-Pierre Sueur.

Les élus ont demandé, entre autres, que la réserve foncière nécessaire à l'aménagement de cette ligne soit préservée pour ne pas condamner le projet, que les études soient poursuivies et le lancement d'une « tierce expertise ». « La ministre Élisabeth Borne a répondu qu'en effet "il ne fallait pas injurier l'avenir" », écrit Jean-Pierre Sueur dans un communiqué. ■